



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI



Communiqué de presse

Vendredi 3 mai 2013

Politique européenne : l'initiative de l'UDC mène dans une impasse

L'Union patronale suisse et economie suisse se félicitent de la décision de la Commission des institutions politiques du Conseil national (CIP-N) de recommander le refus, sans contre-projet, de l'initiative de l'UDC « contre l'immigration de masse ». Cette dernière propose une politique migratoire passéiste, n'apporte pas de solutions et entraînerait la résiliation d'importants accords bilatéraux conclus avec l'UE.

Ces dernières années, l'économie suisse a profité de l'immigration de main-d'œuvre hautement qualifiée en provenance de l'UE. La possibilité de recruter les meilleurs talents dans toute l'Europe a contribué à la croissance des entreprises suisses dans un contexte difficile, ce qui a aussi permis la création de nombreux emplois pour les citoyens suisses. Cela explique en partie pourquoi la Suisse affiche un taux de chômage parmi les plus bas à l'échelle européenne.

L'initiative de l'UDC « contre l'immigration de masse » met en jeu cette évolution positive en demandant la renégociation de l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE. La Suisse ne doit pas espérer obtenir des conditions plus avantageuses en renégociant l'accord avec les 28 États membres de l'UE. En l'absence d'un accord rapide, l'initiative entraînerait la résiliation de l'accord et donc automatiquement celle des autres accords bilatéraux I.

Pas de contre-projet

À l'instar du Conseil fédéral, la CIP-N renonce à élaborer un contre-projet. Le fait est qu'il n'est pas possible de reprendre les exigences de l'UDC – soit renégocier la libre circulation des personnes – sans mettre en péril les accords bilatéraux existants.

Les organisations économiques suisses reconnaissent que l'immigration et la croissance démographique qui en découle mettent sous tension le marché immobilier et le trafic dans les agglomérations. La criminalité des étrangers et l'abus de l'aide sociale sont deux autres problèmes. Toutes ces questions doivent être résolues avec des mesures ciblées dans les domaines concernés. L'initiative de l'UDC ne résout pas ces difficultés. Au lieu de cela, elle mêle politique migratoire et politique d'asile d'une manière inacceptable et demande la réintroduction d'un pesant système de contingents, qui n'avait pas fait ses preuves dans le passé.

Pour toute question :

Union patronale suisse : Thomas Daum, directeur, tél. 079 438 06 61

economie suisse : Cristina Gaggini, directrice romande, tél. 078 781 82 39